

Texte à envoyer à

Monsieur le Président du Comité de Bassin Loire-Bretagne

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Comme l'ensemble de mes concitoyens je suis révolté par le niveau élevé de la pollution des eaux en Bretagne.

Le milieu naturel est gravement atteint. De nombreux sites du littoral subissent une prolifération d'algues vertes. Les microalgues toxiques (Alexandrium, Dinophysis) constituent un grave danger pour le consommateur et obligent à la fermeture des exploitations conchylicoles.

L'alimentation en eau potable est menacée. Bien que de nombreux captages aient été abandonnés pour cause de pollution, la teneur en nitrates des eaux souterraines est très largement supérieure aux normes et augmente régulièrement. De même la teneur des eaux superficielles dans plusieurs rivières dépasse les normes permettant son usage pour l'alimentation humaine.

Les pesticides, également, contaminent la plupart des prises d'eau avec des taux dépassant parfois 100 fois la dose admissible. Même l'eau de pluie en est contaminée !

Une cause essentielle de cette situation est l'excédent de la population animale. Les excédents proviennent pour l'essentiel de fraudes liées à l'absence de contrôle efficace des installations classées par les organismes habilités et à l'amnistie dont ont bénéficié les fraudeurs.

Comme citoyens, comme contribuables et comme consommateurs d'eau nous avons été contraints à financer des plans de reconquête aussi coûteux qu'inefficaces (PMPOA, plans « Bretagne Eau Pure).

Aujourd'hui on veut nous imposer la construction d'usines de traitement de lisiers subventionnées, à nouveau, par nos impôts et nos redevances.

Nous refusons la construction de ces usines de traitement des lisiers :

- Car elles ajouteront des pollutions nouvelles et des risques industriels à la pollution déjà existante.
- Car elles n'élimineront pas la pollution par certains éléments comme les métaux lourds, le phosphore.
- Car elles seront à l'origine d'un transfert de pollution azotée vers des régions moins polluées.
- Car elles encourageront la poursuite des surproductions et des fraudes.

Nous affirmons que seule une politique ambitieuse de réduction des cheptels animaux, qui respecte l'équilibre entre la production des déjections et la capacité de recyclage du sol, sera en mesure de restaurer l'équilibre des milieux naturels et de reconquérir la qualité de l'eau.

Nous ne refusons pas la solidarité vis-à-vis du monde agricole mais nous souhaitons que le montant de nos redevances serve à encourager des modes de production respectueux de l'environnement et de l'emploi agricole (comme l'agriculture biologique) plutôt qu'à favoriser la poursuite d'un système générateur de pollutions et de perte d'emplois.

En conséquence nous demandons à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne de ne pas favoriser la construction d'usines de traitement de lisiers et, en particulier, de refuser de les subventionner. Nous lui demandons également de soutenir la revendication de la réduction des effectifs animaux à un niveau compatible avec la capacité d'absorption des sols. Nous lui demandons d'avoir une politique préventive en favorisant les modes de production respectueux de l'environnement.

Pour soutenir cette demande, je participe à l'opération « Nénuphar » et je déduis la somme de 10,00 euros sur le montant de ma redevance pollution. Je m'engage naturellement à régler les sommes ainsi déduites au moment où l'Agence de l'Eau aura adopté des dispositions allant dans le sens de nos vœux.

Nom, prénom :

Adresse :

signature :